

Concours pour le recrutement d'élèves ingénieurs hydrographes.

Par décision en date du 5 septembre 1963, un concours pour le recrutement de deux élèves ingénieurs hydrographes s'ouvrira à Paris le 21 janvier 1964.

Les dossiers des candidats, établis conformément aux prescriptions de l'arrêté du 4 mai 1951, devront parvenir au directeur du service central hydrographique, 13, rue de l'Université, Paris (7^e), avant le 15 décembre 1963.

Liste d'admission aux écoles d'armes à l'issue du concours de 1963.

Rectificatif au Journal officiel du 31 août 1963, page 7967, 1^{re} colonne :

Artillerie métropolitaine.

Au lieu de : « Bussod (Jean-Léon), adjudant-chef, F.F.A. », lire : « Bussod (Guy), adjudant-chef, 3^e R. M. ».

COOPERATION

Budget de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer pour 1963.

Par arrêté du ministre délégué chargé de la coopération, du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 9 août 1963, les prévisions de recettes du budget primitif de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer pour l'exercice 1963 sont fixées à la somme de 42.898.000 F ; les crédits ouverts au titre de ce budget sont fixés à la somme de 42.898.000 F.

Approbation des comptes 1959 et 1960 du centre technique forestier tropical.

Par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre délégué chargé de la coopération en date du 11 septembre 1963, ont été approuvés les bilans et les comptes du centre technique forestier tropical (exercices 1959 et 1960).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Reconnaissance par l'Etat d'une école technique.

Par arrêté du 1^{er} avril 1963, la reconnaissance par l'Etat est accordée à l'école technique du bois, 6, avenue de Saint-Mandé, Paris (12^e), à charge pour cet établissement de se conformer aux obligations prévues aux articles 73, 74 et 77 du décret n° 56-931 du 14 septembre 1956 portant codification des textes législatifs concernant l'enseignement technique.

Examen du certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur éducateur d'internat des maisons d'enfants.

Le ministre de l'éducation nationale

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur éducateur d'internat de maisons d'enfants qui sanctionne la formation organisée conjointement par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports et la direction générale de l'organisation et des programmes scolaires.

Cette formation comporte un stage théorique et un stage pratique. Les modalités de ces stages seront définies par circulaire.

Art. 2. — Le certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur éducateur d'internat de maisons d'enfants est délivré aux candidats qui ont :

a) Obtenu une note de stage pratique au moins égale à 10 sur 20 ; cette note est attribuée après inspection d'un inspecteur départemental de l'enseignement primaire ou d'un inspecteur de la jeunesse et des sports ;

b) Obtenu un total de 100 points pour l'ensemble des épreuves suivantes, toute note inférieure à 5 étant éliminatoire après délibération du jury :

1^o Composition écrite sur un sujet ayant trait aux fonctions et attributions du moniteur éducateur d'internat, à la connaissance des enfants, au fonctionnement et à la législation des maisons d'enfants et des internats (durée : deux heures ; coefficient 2).

2^o Composition écrite sur un sujet d'hygiène en internat (durée : deux heures ; coefficient 2).

3^o Lecture à haute voix et présentation d'un récit, ou récit commenté (durée : vingt-cinq minutes ; coefficient 2).

4^o Epreuve de travail manuel (durée maximale : trois heures ; coefficient 1).

5^o Epreuve pratique d'entretien et de décoration des locaux (durée maximale : deux heures ; coefficient 1).

6^o Direction de jeux et d'exercices physiques (durée : quinze minutes ; coefficient 1).

7^o Direction de chant (durée : quinze minutes ; coefficient 1).

Art. 3. — Les candidats ayant obtenu la moyenne aux épreuves de l'examen, mais dont la note de stage pratique est inférieure à 10 sur 20, peuvent, sur proposition du jury, être autorisés par le recteur à effectuer au cours de l'année suivante un nouveau stage pratique dans un internat. S'ils obtiennent une note de stage égale ou supérieure à 10 sur 20, le certificat d'aptitude leur sera délivré.

Les candidats n'ayant pas obtenu la note générale de 10 points sur 20 aux épreuves de l'examen peuvent, sur proposition du jury, être autorisés par le recteur à subir ces épreuves une nouvelle fois au cours de l'année suivante sans avoir à renouveler le stage.

Art. 4. — Pour la délivrance du certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur éducateur d'internat de maisons d'enfants, le ministre peut donner délégation aux recteurs de certaines académies, qui choisissent alors le sujet des épreuves écrites.

Le jury d'examen est constitué comme suit :

Le recteur de l'académie ou son représentant, président.

L'inspecteur d'académie du département où siège le jury d'examen.

L'inspecteur principal, chef du service académique de la jeunesse et des sports.

Le chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où siège le jury d'examen.

Un inspecteur départemental de l'enseignement primaire.

Le médecin inspecteur régional des services médicaux et sociaux ou le médecin directeur départemental des services médicaux ou sociaux du département où siège le jury d'examen, représentant le médecin inspecteur régional.

Un directeur ou ancien directeur de maison d'enfants désigné par le recteur, sur proposition de l'association nationale des communautés d'enfants.

Deux directeurs de maison d'enfants, désignés par le recteur, titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement des enfants arriérés ou du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles de plein air, et choisis parmi ceux qui accueillent les stagiaires en stage pratique.

Un directeur de collège d'enseignement général avec internat, désigné par le recteur, sur proposition de l'inspecteur d'académie.

Le chef de stage, avec voix consultative.

En outre, peuvent faire partie du jury :

Un des inspecteurs généraux, chargés de l'inspection des établissements pour enfants inadaptés.

Un des inspecteurs généraux, chargés de l'inspection des colonies de vacances.

Le délégué général des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, ou son représentant.

Art. 5. — Après la session, une commission comprenant :

Un des inspecteurs généraux des colonies de vacances ;

L'inspecteur principal de la jeunesse et des sports ;

Le chef départemental de la jeunesse et des sports ;

Le chef de stage,

est habilitée à délivrer le diplôme de moniteur de colonies de vacances aux candidats remplissant les conditions nécessaires à l'obtention de ce diplôme.

Art. 6. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et le directeur général de l'organisation et des programmes scolaires sont chargés de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 août 1963.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
JEAN DOURS.

Date d'ouverture de la faculté des sciences de Rouen.

Par arrêté du 28 août 1963, l'ouverture de la faculté des sciences de Rouen est fixée au 1^{er} octobre 1963, avec effet financier à compter du 1^{er} janvier 1964.

Diplômes des licenciés ès sciences appliquées.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 61-441 du 5 mai 1961 tendant à favoriser la formation technique supérieure dans les facultés des sciences, modifié par le décret n° 63-293 du 19 mars 1963 ;

Vu les propositions des assemblées des facultés des sciences de Besançon, Bordeaux, Dijon, Grenoble, Lille, Marseille, Nancy, Paris, Poitiers et Toulouse ;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,